

# LIDER

Liberté et Démocratie pour la République

## Le Manifeste





Introduction.....	5
I – Les idées reçues .....	7
1 – Le clivage Droite – Gauche est une grille de compréhension pertinente de la politique en Afrique.....	7
2 –Aucun groupe politique ne peut gouverner tout seul un pays	9
3 – Le retard de l’Afrique est lié à des politiques libérales .....	10
4 – La géométrie tribaliste peut promouvoir la démocratie .....	11
5 – Les étrangers sont une menace pour notre pays .....	12
II – Le positionnement politique de LIDER.....	13
III - Les propositions de LIDER.....	16
1) LIDER pour un Etat maîtrisé.....	16
2) LIDER et le monde rural .....	18
3) LIDER et la jeunesse.....	21
4) LIDER et le financement de l’économie.....	24
5) LIDER et la famille .....	27
IV - Les impératifs immédiats de LIDER.....	31
Première urgence : l’implantation de LIDER sur l’ensemble du territoire national.....	31
Deuxième urgence : les processus électoraux à venir.....	32
V - Conclusion .....	33



## Introduction

Liberté et Démocratie pour la République, en abrégé LIDER, est un parti politique ivoirien créé le 14 juillet 2011, qui s'inscrit dans le courant du libéralisme classique et qui prône la démocratie et l'économie de marché.

Faisant le constat:

- de l'échec politique de la Côte d'Ivoire au cours des deux dernières décennies ;
- des limites dangereuses d'un Etat dit fort, au sens où il centralise tous les pouvoirs sans réel contre-pouvoir, qui tient ses populations sous domination, dans un cadre institutionnel inadapté à l'initiative privée, populations qui, pourtant, selon la Constitution de Côte d'Ivoire, sont le véritable souverain du pays, mais dont le rôle se limite à donner la légitimité des urnes à une classe politique qui s'emploie ensuite à les marginaliser dans un système voué à son enrichissement personnel;
- de ce que le dirigisme imposé par la classe politique, le protectionnisme économique et la centralisation administrative ont prouvé leurs limites dans la gestion du pays ;

LIDER a été créé pour permettre aux Ivoiriens de sortir de la spirale de la désespérance, d'accéder aux libertés et de devenir acteurs de leurs propres vies pour ne plus être les victimes d'un système qui exclut leur bonheur.

LIDER souhaite également donner un contenu à la démocratie, en dépassant le simple multipartisme, et en donnant les rôles du pouvoir au peuple pour sortir notre pays de la « république cacaoyère » et lui faire emprunter fermement la voie du progrès.

Tous les Ivoiriens appellent de leurs vœux une société de confiance, de paix et de développement économique. Mais cela reste trop souvent un souhait vague que les discours ne peuvent suffire à réaliser. Ce qu'il faut c'est se mettre d'accord sur la voie pour atteindre cet objectif. Partager des valeurs, c'est précisément cela : être d'accord pour se donner des règles et s'imposer de les respecter parce que l'on a confiance en leur capacité à engendrer les résultats escomptés.

Alors quelle pourrait être cette voie partagée? Quels pourraient être ces règles, principes et valeurs communes qui permettraient un nouveau départ de la Côte d'Ivoire ?

Pour LIDER, il s'agit des règles que les représentants du peuple adoptent dans les formes prévues par la Constitution de Côte d'Ivoire, des principes et valeurs de liberté, de respect des lois, de transparence, de libre concurrence et d'égalité des chances.

Les Ivoiriens s'engagent souvent avec passion dans le combat pour la souveraineté de leur pays face au reste du monde mais négligent totalement le combat plus fondamental de leur propre souveraineté face à leur Etat et ses animateurs.

L'évolution de nombreux pays a démontré au fil du temps que l'affirmation de la souveraineté des populations face à leur Etat, et l'affirmation de leurs libertés, sont en corrélation avec le progrès et le recul de la pauvreté.

Par conséquent, l'enjeu est primordial puisqu'il tient en la question du progrès et du recul de la pauvreté, qui sont la finalité des propositions de LIDER.

Avant de développer les propositions politiques du parti, il convient de s'attaquer à quelques idées reçues qui pourraient fausser l'analyse si elles n'étaient pas repoussées ou précisées.

## **I – Les idées reçues**

### **1 – Le clivage Droite – Gauche est une grille de compréhension pertinente de la politique en Afrique**

En Afrique, on a coutume de parler, comme dans les pays occidentaux, de clivages politiques Droite-Gauche. Il y a des hommes et de femmes qui se disent de Gauche ou de Droite alors que sur notre continent, ce clivage ne représente rien de décisif du point de vue des libertés, et donc du développement de nos pays.

C'est un artifice qui enferme les élites et les populations dans une illusion car, en pratique, les différents gouvernements, qu'ils se prétendent de Droite ou de Gauche, appliquent une politique identique, à savoir un modèle dirigiste dans lequel l'Etat contrôle tout, décide de tout, pour tout le monde et est propriétaire de tout. L'Etat est accaparé par ceux qui le gèrent et le considèrent comme leur propre patrimoine.

Les partis qui se disent de Droite comme ceux qui se disent de Gauche ont la même conception de l'Etat, qui est celle d'une

manne qu'il faut gérer et partager alors qu'ils devraient s'atteler à construire des Nations et à les conduire vers la prospérité et le progrès social.

Ainsi, les élites se battent à mort pour le contrôle de l'Etat, dans l'unique dessein de se partager cette manne, alors même que cette institution n'arrive pas à assumer ses missions régaliennes.

Ceci explique qu'après plus de 50 ans d'indépendance, le continent reste à la traîne par rapport au reste du monde.

LIDER entend dépasser les clivages traditionnels du paysage politique ivoirien pour remettre les libertés politiques, économiques et sociales de la personne humaine au centre des préoccupations et des actions du citoyen et de l'Etat, tout en faisant de l'intérêt effectif pour ces libertés la seule vraie ligne de partage idéologique entre les différents pôles politiques.

Il y a ceux qui considèrent que la liberté consiste à faire ce qu'ils veulent de la vie, du travail et du patrimoine des autres, en toute irresponsabilité, et il y a LIDER, qui considère que la liberté est le droit inaliénable pour chacun de faire ce qu'il veut de sa vie, de son travail et de son patrimoine en toute responsabilité, en inscrivant leur action dans les rouages de l'Etat de droit.

Dans le premier cas de figure, il s'agit de tyrannie et c'est malheureusement le modèle qu'appliquent uniformément la plupart des partis politiques au pouvoir en Afrique qu'ils se revendiquent de Droite ou de Gauche. Dans le second cas, il s'agit de liberté. LIDER s'opposera à toute forme de tyrannie incompatible avec la liberté.



## **2 –Aucun groupe politique ne peut gouverner tout seul un pays**

Lorsqu'une équipe politique arrive au pouvoir en Afrique, la coutume est de partager les postes décisifs entre les différentes familles politiques pour éviter les mécontentements postélectoraux. C'est une imposture à l'égard des populations qui se sont déplacées aux urnes pour faire un choix qui au final se retrouve totalement dilué.

Le propre de la démocratie est d'autoriser le vainqueur d'une élection à gouverner seul. Il n'appartient pas à l'opposant d'intégrer l'équipe gouvernante. Sa mission est de se positionner comme contre-pouvoir face au gouvernement pour veiller aux dérives éventuelles. Les gouvernements dits d'union et d'unité nationale sont de nature à tuer les fondements de la démocratie, les libertés, l'opposition et la logique de la République.

Le rôle des partis politiques d'opposition est d'exercer un contre-pouvoir. La concurrence est en effet le meilleur mode de contrôle social. Si l'on élimine ce contrôle et si les libertés individuelles ne sont pas respectées, la démocratie prend les allures d'une dictature légitime et le pillage y devient légal. Sans opposition, la démocratie n'existe pas.

C'est pourquoi LIDER rejette les gouvernements d'union, ne croit pas en l'efficacité des gouvernements d'unité nationale et refuse la logique égoïste du partage de la manne étatique. LIDER croit que la démocratie doit être intégrale, sinon elle n'est pas.

### **3 – Le retard de l’Afrique est lié à des politiques libérales**

Selon nombre d’analystes, les politiques libérales seraient en partie, responsables du malheur de l’Afrique. Ils appuient leurs propos sur l’échec des plans d’ajustement structurel émanant de politiques dites néo libérales qui ont été appliquées sur le continent par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM). Ces politiques étaient pourtant loin d’être libérales et étaient plutôt d’inspiration keynésienne, au sens où elles prônaient l’interventionnisme, la social-démocratie et l’encadrement de l’économie par l’Etat. Elles ont naturellement débouché sur le protectionnisme d’intérêts inavouables.

La vague des privatisations des années 90 ne peut être associée au libéralisme, puisque les concessions se sont faites hors marché, sans appel d’offre et ont débouché sur des monopoles protégés. Ces échecs ont abusivement entaché le libéralisme d’une connotation négative, puisque dans les faits, l’Afrique et essentiellement l’Afrique francophone n’a jamais connu le libéralisme. Dire le contraire est une imposture intellectuelle reposant sur une communication travestie.

La fulgurante montée en puissance de plusieurs pays du Sud-Est asiatique ces vingt dernières années est un exemple édifiant. Alors qu’ils étaient moins bien dotés en richesses naturelles que l’Afrique, leur progression a reposé sur l’application de politiques libérales.

#### **4 – La géométrie tribaliste peut promouvoir la démocratie**

Par souci «d'ouverture politique», il est de coutume, en Côte d'Ivoire, de répartir les postes d'Etat par ethnie, selon un quota arbitraire, sous prétexte de satisfaire tous les groupes tribaux, et toutes les régions du pays.

Tant de ministres du Nord, tant du Sud, de l'Ouest, etc. L'on sacrifie ainsi la compétence, la complicité des équipes de travail et l'efficacité des personnes concernées. Cette forme de géopolitique n'est ni nécessaire, ni suffisante et encore moins saine dans une démocratie. Récompenser un groupe sur une base ethnique, exclut toute considération de compétence et dilue la responsabilité.

Lorsque le représentant de l'un des groupes perd un jour sa fonction ou son poste, une crise politique grave s'installe car son ethnie entière se sent frustrée. Sachant que 65 à 100 groupes ethniques peuplent la Côte d'Ivoire, l'insatisfaction est permanente car tous les groupes ne peuvent accéder en même temps au pouvoir.

Chez ceux qui se sentent exclus, la démotivation, les frustrations et la jalousie deviennent le terreau de la haine et des conflits. Le tribalisme ne peut donc être combattu par cet artifice géopolitique restrictif porteur de grands dangers pour la cohésion nationale.

De même, lorsque le soi-disant représentant d'une tribu est mis en cause à tort ou à raison, son groupe entier est indexé, alors même que les groupes ethniques ne peuvent être tenus pour responsables des succès ou des échecs de leurs membres individuels.

## **5 – Les étrangers sont une menace pour notre pays**

Les Ivoiriens ne doivent pas avoir peur des étrangers. Contrairement à l'entendement général, les étrangers ne sont pas un problème mais une richesse pour le pays. Les économies les plus autarciques et les plus fermées sont aussi les moins riches et les moins prospères. A l'inverse, l'histoire montre que les pays les plus ouverts aux étrangers sont aussi ceux qui connaissent le moins de conflits. Un pays comme la Côte d'Ivoire, financé par l'étranger à travers l'aide publique au développement et les ventes de ses matières premières sur les marchés internationaux, peut difficilement justifier une fermeture face à l'étranger. La Côte d'Ivoire doit s'ouvrir et ne doit pas avoir peur de sa propre histoire, ne doit pas avoir peur de l'autre. Il est foncièrement faux de soutenir que l'étranger est une menace pour notre pays.

Les hommes et les femmes qui immigreront en Côte d'Ivoire le font parce qu'ils y trouvent des moyens d'enrichissement personnel. Cet enrichissement ne peut appauvrir la Côte d'Ivoire, il doit au contraire l'enrichir par la mise en œuvre d'une politique appropriée. La responsabilité des Ivoiriens est de créer un cadre de vie qui permette à tous de s'épanouir dans le respect des règles fondamentales de la République que sont la Démocratie et la Liberté.

## II – Le positionnement politique de LIDER

De l'indépendance en 1960 jusqu'en 1990, la Côte d'Ivoire a évolué contre sa propre Constitution, dans un environnement politique reposant sur le parti unique.

L'ouverture au multipartisme, imposée sous la pression populaire, s'est heurtée au confort de l'environnement protégé qui portait les responsables du parti unique. Le passage à la démocratie a été douloureux. Les conflits qui s'en sont suivis ont cristallisé le débat politique autour des ancrages régionaux des partis politiques.

LIDER ne se positionne pas par rapport à des schémas qui réduisent l'activité politique à des antagonismes inter-ethniques, à des conflits inter-tribaux ou encore à des conflits personnalisés à l'extrême. LIDER se positionne par rapport à ses propres valeurs et principes : contre le tribalisme et toute politique qui s'y adosse, contre le centralisme et le dirigisme étatique, contre la personnalisation du débat politique, contre la violence politique.

LIDER est pour la liberté, la transparence, les règles claires du jeu politique, la préservation des droits individuels et la responsabilité qui va avec, la citoyenneté et la libre concurrence. Actuellement, l'offre et les pratiques des partis politiques en Côte d'Ivoire ne répondent pas à ces valeurs, à ces règles et à cet idéal.

LIDER souhaite se positionner en dehors de toute problématique ethniciste, en proposant aux Ivoiriens un point de rencontre logique de coexistence et d'inclusion. LIDER souhaite briser le cycle infernal de la violence politique et

engager un cycle vertueux reposant sur des valeurs universelles qui placent l'Homme au centre de l'action politique. LIDER est profondément attaché à cet humanisme et place les valeurs liées à l'homme avant les valeurs africaine et ivoirienne.

LIDER a été créé au moment où l'Etat de Côte d'Ivoire est gouverné par une coalition politique dont les valeurs et le programme sont incompatibles avec les siennes. Aussi, LIDER se situe-t-il dans l'opposition. Il prône une opposition sans arme ni violence ; une opposition ferme et sans concession qui sera présente quand il convient de se mobiliser pour la Côte d'Ivoire, mais également quand il faut dénoncer les abus préjudiciables au pays; une opposition préparée pour une alternance démocratique dans quatre ans.

Bien que LIDER s'inscrive sur la voie du libéralisme dont, semble-t-il, se réclame également la coalition gouvernementale au pouvoir, cela ne signifie pas que le parti soit rattaché à cette dernière.

LIDER se présente comme un défenseur des libertés. Notre acception de la liberté va au-delà de la liberté politique et notre libéralisme n'a rien à voir avec la version édulcorée du capitalisme d'Etat que pratique le gouvernement actuel.

Notre conception de la démocratie suppose le strict respect de la Constitution et des Institutions de la République. Peut-on être libéral et violer la Constitution sur laquelle l'on a prêté serment ? Peut-on être démocrate et prendre des ordonnances illégales sans le consentement des représentants du peuple ? Peut-on être démocrate et prélever sur les revenus du peuple des montants faramineux sans l'autorisation des représentants du peuple ? Peut-on être libéral et passer de gros marchés

publics de gré à gré, sans aucune transparence ? Peut-on être démocrate et s'endetter dans des proportions qui mettent en péril l'équilibre des générations futures ?

A toutes ces questions LIDER répond «Non» et donc, se démarque de toutes les composantes de la classe politique actuelle.

LIDER propose des politiques alternatives libérales et donne un contenu crédible à ces idées pour sortir de l'illusion des mots en assumant pleinement son rôle. Les pays les plus avancés au monde sont ceux qui ont fait la promotion des valeurs de liberté, de démocratie, d'Etat de droit et de propriété privée.

LIDER souhaite progressivement habituer les populations à ces possibilités nouvelles, afin qu'elles prennent pleinement conscience qu'un avenir meilleur construit sur la base de la liberté est possible. C'est ainsi que les transformations se feront.

Le pari de LIDER est de redonner une place à l'Homme, de réveiller les consciences et de redonner aux citoyens le goût de l'engagement politique et l'espoir de lendemains meilleurs. Avec LIDER, nous cessons d'avoir peur : d'avoir peur du voisin, peur de l'autre, peur du prochain, peur du lendemain, peur de la politique, peur de l'étranger, peur de nous-mêmes en définitive.

### III - Les propositions de LIDER

LIDER place la liberté de choix au centre de la prospérité et du développement économique, valorise les libertés individuelles dans le développement de la Côte d'Ivoire et renforce les arguments en faveur de la défense de l'économie de marché, de la propriété privée, de la souveraineté, de la bonne monnaie et de la politique budgétaire adaptée au développement et à des relations internationales pacifiques. La jeunesse et le monde rural, de même que la famille, sont au cœur des préoccupations de LIDER. Cela signifie que LIDER positionne bien l'État dans des fonctions essentielles pour la bonne maîtrise de la construction de la Nation.

#### 1) LIDER pour un Etat maitrisé

Plus de cinq décennies après les indépendances, l'État africain reste au cœur des débats intellectuels et politiques concernant le présent et l'avenir du continent. Les raisons de cette préoccupation résultent des crises multiples qui les conduisent à s'embourber, se renouveler, éclater et tomber en faillite.

L'État africain bat le record du plus grand nombre d'épithètes jamais employées. Il a été qualifié de «surdéveloppé», «prébendier», «patrimonial/néo-patrimonial», «rentier», «népotiste», «vacillant», «kleptocrate», «sultaniste», «convivial», «Léviathan boiteux», «bantoustan international», «fantôme», «criminel», «omnipotent mais jamais omniprésent», «bananier ou cacaoyer». Tous ces qualificatifs synthétisent l'incompétence des Etats africains à relever le défi des indépendances. Les nations africaines dominent d'ailleurs nettement la liste des Etats les plus défailants dans le monde.



LIDER prône l'Etat maîtrisé, c'est-à-dire un Etat dont l'action se limite à ses fonctions essentielles et souveraines, à savoir la sécurité du pays et une justice équitable. LIDER veut mettre les Institutions au cœur de tout processus de réformes. Le développement, c'est de la création de valeur, et ceci ne peut se faire sans cadres juridique et institutionnel favorables à l'investissement privé. LIDER fait confiance en la capacité des Ivoiriens et veut libérer leur talent en leur permettant de créer leur propre richesse.

LIDER a une approche décentralisée du développement. Jusqu'à présent, l'Etat était considéré comme le moteur du développement, seul capable de résoudre les problèmes, or le bilan est désastreux. Pour changer le résultat, l'approche doit être changée. LIDER veut libérer les individus pour leur permettre de se prendre en charge en contribuant eux-mêmes au processus de développement. C'est un renversement de la conception même du développement, qui contribue à redonner sa dignité et sa richesse à l'Homme.

Dans ce contexte, LIDER s'engage à réaliser des budgets réalistes et à lutter contre les inégalités de traitement des citoyens face à l'impôt et aux prélèvements obligatoires. L'impôt proportionnel remplacera progressivement l'impôt progressif en application des principes de la flat tax.

Après toutes les expériences désastreuses des régimes présidentiels en Afrique et tirant les leçons de la longue crise ivoirienne, LIDER propose une révision constitutionnelle mettant fin au régime présidentiel actuel pour introduire un régime parlementaire. Selon ce régime, une seule élection permet de désigner les députés au scrutin majoritaire à un seul tour. Le parti ayant la majorité au parlement désigne son

représentant qui devient président de la République ou premier ministre selon l'appellation qui lui est donnée dans la Constitution. Ce représentant forme son gouvernement qui a l'obligation de rendre des comptes, en temps réel, au Parlement. Le régime parlementaire éloigne des frustrations tribalistes et régionalistes et assure un meilleur contrôle des hommes politiques par les contribuables.

LIDER s'engage également à poursuivre le processus de décentralisation en octroyant aux communes et départements des financements qui leur permettront d'exercer effectivement leurs compétences. LIDER souhaite sortir la décentralisation de la fiction.

## **2) LIDER et le monde rural**

### **a) La propriété privée du sol**

Aucun développement durable n'a jamais eu lieu sans une responsabilisation des populations par la propriété. Sans droit de propriété, on peut certes progresser, inventer, mais seul un petit groupe de personnes en tire profit pendant que l'immense majorité de la population continue à manquer de tout.

En Côte d'Ivoire, alors que la terre était jadis répartie selon le droit coutumier, le colon français, à son arrivée, a pris possession des terres, expropriant de fait les populations qui en étaient les premiers occupants. Il a exploité le sol et le sous-sol pendant plusieurs siècles jusqu'à son départ dans les années 60. À l'indépendance du pays, la terre a été directement cédée par le colon à l'Etat de Côte d'Ivoire qui, au lieu de la redonner aux successeurs des propriétaires initiaux, l'a gardée déclarant

comme principe nouveau que la terre appartenait désormais à l'Etat pour ensuite dire que la terre appartenait à celui qui la mettrait en valeur, créant ainsi la confusion totale. Que de conflits n'a-t-on pas vu naître à cause de ce double standard ?

LIDER propose de reconnaître ce circuit d'usurpation et de restituer aux propriétaires initiaux leurs terres, en tenant compte des titres de propriété légalement acquis et des achats et ventes ayant eu régulièrement lieu dans l'intervalle.

La terre de Côte d'Ivoire est un capital qui dort. Il faut la réveiller et lui donner la possibilité d'avoir une valeur d'échange sur un marché libre. Il a été souvent reproché à la Côte d'Ivoire de ne pas avoir d'entreprises et d'entrepreneurs. Or, le pays foisonne de paysans individuels ayant des terres qu'ils travaillent, et qui produisent des biens que l'Etat s'empresse de collecter et de commercialiser. C'est une forme de servage qui n'a que trop duré.

Pour mettre un terme à cela, LIDER propose de préciser le cadastre dans les brousses, de délimiter les départements et, à l'intérieur du département, les sous-préfectures et dans la sous-préfecture, les villages, et dans les villages, les propriétés familiales, afin de délivrer des titres de propriété. La terre aura ainsi une valeur et pourra être louée, commercialisée ou transmise à la descendance.

A partir de là, les banques auront la possibilité de fournir de nouveaux produits financiers capables de financer l'agriculteur, la production agricole, et non uniquement la commercialisation des produits agricoles comme cela est le cas en général actuellement.

Les agriculteurs, entrepreneurs agricoles, sont étouffés par des pratiques et des législations qui devraient pourtant leur permettre de s'épanouir en faisant fructifier leurs terres. L'innovation culturelle est ainsi freinée, l'archaïsme des méthodes culturelles est en déphasage avec le monde moderne et les rendements le sont en conséquence. L'agriculture est un grand secteur privé dépourvu de liberté et de droit de propriété, donc de moyens de sa promotion. Les paysans, ces acteurs privés, sont donc vulnérables, et se retrouvent à la merci de n'importe quel prédateur. Pour LIDER, s'attaquer au foncier rural en définissant un droit de la propriété privée sans ambiguïté, c'est aussi lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté en milieu rural.

Pour libérer l'agriculteur, LIDER place le droit de propriété au cœur de son programme et propose d'en faire le fondement de son action.

### **b) La commercialisation des produits de rente**

La précision des droits de propriété sur les terres sera doublée d'une réorganisation du système de commercialisation des produits agricoles de rente comme le café et le cacao. Après avoir essayé les caisses de stabilisation qui ont donné les résultats que nous connaissons, LIDER propose de libérer le marché du cacao.

La production doit s'organiser autour d'exploitants agricoles propriétaires de leurs terres. La filière sera ainsi composée de nombreux agents privés qui prendront une part active à la commercialisation. Les interventions publiques directes sur la commercialisation domestique et internationale seront limitées à la supervision, au contrôle de la qualité et aux prélèvements

fiscaux, mais les prix seront déterminés par le marché mondial du cacao au grand bénéfice des producteurs, qui pourront alors recevoir une part plus élevée de ce prix. Mais, sans droit de propriété privée sur l'agriculture du café et du cacao, de nombreuses distorsions rendront inefficaces les solutions du marché libre.

### **3) LIDER et la jeunesse**

#### **a) L'éducation**

Le système éducatif en Côte d'Ivoire est en crise depuis des décennies. Chaque année, de nombreux enfants sont abandonnés par le système ou ne peuvent y avoir accès. Le résultat est que les élites africaines sont mal formées et se retrouvent à diriger des peuples encore moins bien formés auprès desquels l'obscurantisme devient un système de gouvernement. "*Au pays des aveugles, les borgnes sont rois*".

Dans un monde où la compétition s'amplifie entre les économies, les populations les moins éduquées sont marginalisées et soumises aux risques de l'autoritarisme. LIDER estime que chaque enfant en Côte d'Ivoire doit bénéficier d'une éducation de qualité de la maternelle jusqu'aux plus hauts niveaux de l'enseignement supérieur.

Le système éducatif doit tenir compte des rêves des familles de voir leurs progénitures jouir d'une meilleure formation et d'une meilleure vie.

LIDER propose une école de qualité capable de participer à la compétition au plan international. Pour cela, les reformes

passeront par une plus grande liberté pour les structures d'enseignement privées et une meilleure gestion des ressources humaines et matérielles mises à la disposition de l'éducation publique. LIDER propose également d'établir dès l'école primaire un pont entre le milieu éducatif et le monde de l'entreprise, de manière à changer la mentalité de la jeunesse et à susciter en elle l'envie d'entreprendre pour sortir de la logique du fonctionariat étatique. Cette intégration doit permettre aux jeunes diplômés de répondre aux besoins des entreprises locales et de s'insérer plus facilement dans le monde du travail, faisant ainsi reculer le taux de chômage.

La formation continue doit progresser pour permettre au monde du travail d'avoir toujours à disposition du personnel qualifié adapté à un environnement concurrentiel en constante évolution. LIDER souhaite promouvoir l'excellence, le mérite et la responsabilité au sein de la jeunesse.

Selon LIDER, l'enseignement ne doit plus être un moyen de domination des élites sur les populations, mais un outil de développement personnel et d'épanouissement à la disposition de tous.

## **b) L'emploi**

L'esprit d'entreprise est ce qui caractérise les économies qui connaissent la croissance et qui voient leurs populations prospérer grâce à un recul du taux de chômage. Cet esprit est intimement lié aux principes des libertés individuelles et des droits inaliénables de l'homme dans la recherche de son bonheur et de sa dignité, qui sont eux-mêmes fondés sur la liberté et la responsabilité. Travailler librement, jouir librement du fruit de son travail donne un sens à sa vie.

En Côte d'Ivoire, l'esprit d'entreprise n'a pas toujours reçu l'attention voulue et nécessaire à sa promotion. L'idéal social n'est pas l'entrepreneur, c'est le fonctionnaire d'Etat. Le modèle de réussite sociale n'est pas l'entrepreneur, c'est le responsable politique. La production de richesses ne reviendrait pas à l'entreprise privée mais à l'Etat. La réglementation, loin de susciter et de promouvoir l'entreprise, est conçue pour freiner son action. Toutes ces idées et ces pratiques découragent l'entreprenariat et poussent tout le monde dans l'escarcelle de la fonction publique, sinon de la politique, en vue du partage de la manne constituée des richesses de l'Etat. Il suffit de voir la ruée des agents politiques vers les sociétés d'Etat pour s'en convaincre.

L'entreprise privée, et non l'Etat, doit devenir la principale pourvoyeuse d'emplois. A cet effet, LIDER propose de dynamiser l'entreprise en améliorant son cadre institutionnel à travers des solutions qui visent à faciliter les procédures de création et à en alléger les coûts. Il est important de soutenir l'entreprise privée fragile dans les deux premières années qui suivent sa création. A cet effet, LIDER propose de s'attaquer à la fiscalité. Aujourd'hui, les entreprises sont freinées par des relations complexes avec l'administration. Le système fiscal actuel compliqué, multipliant les taxes, incite les jeunes structures à se réfugier dans le secteur informel. On constate que les baisses du taux d'imposition n'améliorent rien. Il existe pourtant de bons systèmes fiscaux qui assurent le progrès de l'esprit d'entreprise. LIDER propose un taux d'imposition unique proportionnel et non progressif, applicable à tous, qui est simple pour les entreprises et plus rentable pour l'Etat, sachant que le contribuable n'a plus à fuir la complexité d'un système fiscal alambiqué.

Partout dans le monde, la pauvreté recule lorsque la liberté économique augmente. Les populations doivent être libérées du poids de leur Etat pour entreprendre. L'enrichissement personnel ne doit plus être l'exclusivité des élites politiques, pour lesquelles il apparaît d'ailleurs bien souvent illicite.

LIDER propose de créer un cadre institutionnel permettant de rétablir les possibilités de concurrence dans le monde des affaires, car c'est la compétition qui est à la base du dynamisme et de la performance pour le bien-être des populations.

#### **4) LIDER et le financement de l'économie**

##### **a) Le surendettement**

Lorsque la Côte d'Ivoire fait appel à l'aide publique au développement, il ne s'agit pas de dons, comme pourraient le laisser entendre les communiqués qui sanctionnent les conseils des ministres. Il s'agit en général d'emprunts assortis d'un taux d'intérêt d'autant plus élevé que le pays n'inspire pas confiance aux prêteurs.

La dette en Côte d'Ivoire est un véritable fléau. Elle remonte essentiellement aux années 70, 80 et 90. C'est au cours de ces trois décennies qu'elle a connu une évolution fulgurante. Alors que la dette commençait à reculer au cours des dix dernières années, la coalition gouvernementale actuelle, depuis sa prise de pouvoir, puise l'essentiel de ses financements dans cette aide publique internationale, compromettant ainsi l'avenir des générations futures. Chaque ivoirien reçoit en versements nets par an environ 9 dollars d'aide publique au développement soit



environ 4.500 francs CFA. Mais à l'inverse, il faut noter que chaque enfant ivoirien a déjà près de 350.000 franc CFA de dette à rembourser dès sa naissance, et cette somme va augmenter dans les années à venir si nous ne faisons rien pour changer la tendance.

LIDER propose de sortir de ce cercle vicieux, car l'aide mine l'Etat de droit, empêche l'établissement d'institutions efficaces, favorise la corruption et les comportements de recherche de rentes. L'aumône demandée et reçue place le pays, et par extension les populations, dans un sentiment de soumission qui plombe l'esprit d'initiative et la responsabilité. De plus, l'aide trouve ses limites dans son fonctionnement essentiellement basé sur l'étatisation et le dirigisme politique. Elle met gravement en péril l'épargne des générations futures.

LIDER propose de changer radicalement de voie et de trouver la source de ses financements en favorisant le secteur privé grâce à un cadre institutionnel adapté à la création individuelle de richesse et à la coopération sociale contractuelle libre.

L'économie de marché et la propriété privée des moyens de production sont les meilleures formules d'enrichissement des pays et des individus. Pour s'enrichir, il faut épargner et réintégrer cette épargne dans le processus de production sous la forme d'innovations et d'inventions. Le développement d'un pays n'est possible que lorsque les populations sont mises dans les conditions qui les rendent aptes à s'enrichir.

LIDER propose de créer ce cadre. Le monde est vaste, il suffit de vouloir s'y intégrer, de façon libre et responsable, par le biais du commerce et non de l'aide publique. Chaque jour, la

mondialisation crée des milliers d'opportunités dont il serait dommage de ne pas tirer profit.

### **b) La monnaie**

Le franc CFA repose sur un accord signé entre la France et les pays de la zone franc à laquelle appartient la Côte d'Ivoire. Les principes de la coopération monétaire ont été énoncés dès les années 1960, dans le cadre du pacte colonial qui confie la gestion du franc CFA à des banques centrales communes africaines (BCEAO et BEAC). Ce sont les autorités françaises, à travers leur Trésor public, qui gèrent réellement la monnaie. Ces principes perpétuent, malgré la mondialisation, des relations paternalistes et infantilisantes dans les pays africains signataires. Cet environnement fermé et rigide est contraire à l'ouverture, au libre échange et à la souveraineté du pays que prône LIDER.

L'argument de la stabilité et de la libre convertibilité de la monnaie prétendument assurées par l'Etat français conduit les pays africains membres de la zone franc à accepter de déposer plus de la moitié de leurs avoirs extérieurs nets sur un compte d'opérations ouvert auprès du Trésor public français par leurs banques centrales, alors que techniquement, il est loin d'être prouvé que les pays de la zone ont de meilleures performances économiques que les pays en dehors de la zone, bien au contraire.

L'existence de ce système n'a pas non plus conduit à un système bancaire et financier efficace. Cet environnement décourage l'initiative privée. Nous devons améliorer les performances du système bancaire en faisant confiance aux marchés monétaire et financier mondiaux et en déréglementant les dispositions de la

zone. LIDER s'engage à lutter contre le protectionnisme de ces accords léonins.

Egalement, le taux de change fixe entre l'euro et le franc CFA est préjudiciable aux entreprises locales, car l'euro étant une monnaie forte, les industriels ivoiriens se retrouvent dans des conditions monétaires identiques à celles des entreprises de pays à monnaie forte, ce qui les rend difficilement compétitifs sur le marché international, le tissu industriel local en Côte d'Ivoire n'étant pas à la hauteur. Dans un monde de plus en plus flexible, la rigidité du taux de change de la monnaie est inappropriée au développement. LIDER propose d'évoluer vers des parités fixées par les marchés.

LIDER s'engage à proposer aux autorités politiques et monétaires de l'UEMOA des discussions approfondies pour moderniser l'outil monétaire, dynamiser le processus de bancarisation des économies de l'Union. Le système financier doit pouvoir faire face à l'investissement risqué nécessaire à l'efficacité économique. Au cœur de l'action de LIDER, la monnaie sera un outil de stimulation du système financier. Elle ne doit plus être enfermée dans des carcans anachroniques.

## **5) LIDER et la famille**

La société de liberté suppose des personnes libres. La famille est le lieu où se forme cette personne libre, où l'espace privé est expérimenté et où les valeurs se transmettent. La liberté, qui naturellement est assortie de responsabilités, exige un cadre qui trouve ses fondements dans la morale et l'éducation qui seront véhiculées au sein de la cellule familiale.

LIDER propose de promouvoir la sensibilisation des parents mais également le milieu scolaire, pour réorienter les familles dans leur rôle éducatif et favoriser ainsi l'émergence de personnes plus responsables mais également moins accablées par le manque de confiance qui freine la créativité, l'esprit d'entreprise et au-delà, le positionnement de l'individu dans son pays et dans le monde.

La liberté ne veut pas dire que tous les excès sont permis et que tout est possible. Le respect de l'autre doit être enseigné dans les familles. L'éthique, la morale - avant même le cadre juridique - sont les fondements sur lesquels va pouvoir se construire un individu libre, capable de s'intégrer dans un Etat de Droit.

Pour être forte, une famille doit être équilibrée et la femme a un rôle prépondérant dans l'édification de cette harmonie. Renforcer et équilibrer le rôle de la femme dans la famille, promouvoir son emploi pour qu'elle prenne toute sa place au sein de la famille moderne qu'exige un Etat moderne, seront des points saillants de la politique de LIDER.

### **a) LIDER et la santé des populations**

Les populations ivoiriennes et africaines en général, du fait de la pauvreté, sont les plus mal soignées au monde. La mortalité maternelle et infantile y est très élevée et les systèmes de santé sont essentiellement définis par des politiques publiques.

Il existe certes un secteur privé des soins de santé mais sa réglementation conduit de nombreux médecins au chômage alors que, paradoxalement, de nombreuses personnes sont dans l'incapacité d'accéder aux soins. LIDER, dans la perspective de la protection de la santé des individus, des familles et des

groupes, souhaite proposer des solutions libérales en matière de santé et d'hygiène en milieu rural comme en milieu urbain défavorisé.

Pour cela, LIDER propose de développer des facilités en matière d'accès aux soins de santé et aux médicaments, d'installation des médecins et des cliniques privées et en matière de facturation des soins de santé qui soient plus flexibles et plus adaptées à la situation de précarité des populations.

Un travail de sensibilisation à la liberté d'entreprise doit être réalisé auprès des médecins, infirmiers et sages-femmes pour que les populations accèdent plus facilement aux soins. A cet effet, le système de formation des professionnels de la santé doit être réformé afin que ces métiers soient mieux perçus comme pouvant conduire à des professions libérales et non uniquement à des postes au sein de la fonction publique.

Compte tenu de l'échec du système actuel, qui propulse les déshérités dans un sentiment d'insécurité, l'assurance privée en matière de santé entre dans les solutions de LIDER à coté de l'assurance sociale pour les plus vulnérables de nos compatriotes, car c'est un système plus flexible et plus sûr qui ne coûte pas plus cher au citoyen, mais qui lui assure un niveau de soin plus élevé. La réforme de la santé se fera en liaison avec celle de la retraite et de l'épargne.

## **b) LIDER et la retraite**

La durée de vie s'allongeant, les personnes retraitées sont de plus en plus nombreuses en Côte d'Ivoire, même si les populations restent encore majoritairement jeunes. Dans un tel

contexte, le problème du paiement des retraites mérite une réflexion particulière.

Actuellement, le paiement des retraites est assuré par un système de répartition c'est-à-dire que ce sont les jeunes actifs qui paient à partir de leurs salaires pour les vieux qui sont à la retraite. C'est l'Etat qui redistribue ensuite ces prélèvements aux retraités. Ce système est dangereux car le vieillissement de la population d'une part et le chômage des jeunes de l'autre, menace de le faire exploser. De plus, si l'Etat est en difficulté financière à cause de la dette et de la mauvaise gouvernance, les retraités se retrouveront dans la précarité, alors qu'ils auront cotisé toute leur vie.

LIDER veut sortir la retraite de la précarité. Il existe un système de retraite dit par capitalisation. En clair, chacun épargne pendant sa vie active pour payer sa propre retraite. LIDER propose donc la mise en place de produits financiers y compris d'un compte épargne retraite individuel, ou d'une assurance retraite personnelle destinés à se substituer progressivement au système actuel de la répartition. L'épargne que chacun fera pendant sa période active prendra de la valeur et permettra également aux opérateurs économiques d'obtenir des emprunts sur ces fonds. Ce type de financement de la retraite permet à l'épargne d'augmenter et d'être disponible pour l'investissement. La gestion de la retraite, celle de l'épargne et de la santé vont ensemble et sont donc également des moyens de redynamiser l'économie.

En offrant la possibilité à ceux qui le souhaitent de se constituer un compte d'épargne retraite individuel en substitution progressive à la répartition en cours, la transition d'un système à l'autre se fera naturellement. Le libre choix laissé aux assurés

évite d'imposer un changement brutal et rend la migration financièrement réalisable.

## **IV - Les impératifs immédiats de LIDER**

### **Première urgence : l'implantation de LIDER sur l'ensemble du territoire national**

LIDER souhaite être présent sur l'ensemble du territoire national. Les organes décentralisés de LIDER sont les délégations territoriales, qui correspondent aux circonscriptions électorales actuelles. Ces délégations sont composées de sections, sachant qu'une section comprend au moins dix comités, qu'un comité doit regrouper au moins dix cellules, qui elles-mêmes regroupent au moins dix adhérents.

Dès la présentation officielle de LIDER, les militants doivent s'engager sur le terrain pour y installer des cellules, des comités et des sections. Nous devons faire du porte-à-porte, dans les quartiers, les bureaux, les usines, les marchés, les villages, les champs, de jour comme de nuit, partout et toujours, pour expliquer la vision de LIDER à nos compatriotes afin qu'ils y adhèrent en grand nombre et que très vite, dans quelques semaines, notre parti devienne le principal parti d'opposition et pourquoi pas, le principal parti politique ivoirien qui soit capable de rassembler notre peuple et recoudre le tissu social complètement déchiré par des décennies de conflits aussi inutiles que meurtriers. Nous le pouvons. Nous devons nous donner les moyens de le faire.

## **Deuxième urgence : les processus électoraux à venir**

Au moment de sa création, LIDER a souhaité qu'après le choc postélectoral des présidentielles, les dispositions soient prises pour que les futures échéances puissent se dérouler dans le respect du droit des populations. Le préalable absolu à ces compétitions est le rétablissement de l'Etat de droit. La Constitution, texte fondamental de la Nation ivoirienne, ne doit plus être bafouée. Mépriser la Constitution, c'est tuer la Nation. Il faut que la justice soit opérationnelle, équitable et professionnelle ; que la sécurité soit rétablie pour toutes les populations ; que l'administration soit effectivement redéployée ; que le désarmement soit fait et que les militaires intègrent leurs casernes pour laisser définitivement la place aux forces de police et de gendarmerie. La sécurité doit être intégrale pour la réussite des élections à venir.

Il faut également revoir la composition de la commission électorale ainsi que le découpage électoral, compte tenu de l'évolution des populations. La manière fantaisiste et orientée du nouveau découpage électoral imposé unilatéralement par le pouvoir en place ne peut servir de base et LIDER, en tant que parti d'opposition, a un rôle important à jouer à ce niveau pour que ce découpage soit revu sérieusement avant le prochain scrutin présidentiel. Les dernières élections présidentielles ont en effet montré de manière sanglante que lorsque les partis politiques ont négligé de s'entendre sur l'environnement du scrutin et les règles du jeu, le chaos était au bout du chemin.

Les élections législatives du 11 décembre 2011 ont ainsi permis de tirer des leçons supplémentaires quant à l'approfondissement de la démocratie dans notre pays : Le fort taux d'abstention reflète la peur, la désillusion, le désenchantement des



populations et est une sanction sans appel à l'égard des partis politiques qui ont perdu leur crédibilité aux yeux des citoyens et n'ont pas été à la hauteur des enjeux.

La violation récurrente de l'Etat de droit et des règles démocratiques par le nouveau pouvoir, les exactions au regard du droit international commises par l'armée FRCI à l'endroit des populations, l'intimidation des électeurs, l'insécurité galopante, la détérioration du niveau de vie consécutive à la guerre et à la politique de protection des cartels et monopoles pratiquée par les gouvernements successifs ont provoqué un désintérêt profond pour les compétitions électorales et la classe politique en général.

C'est à la correction de cet état de chose que LIDER et ses militants doivent s'atteler.

## **V - Conclusion**

Le monde est fait d'une grande et riche diversité, et le dénominateur commun de l'humanité, sont les Valeurs Universelles. Parmi elles, on compte la liberté et la démocratie. Ce sont ces valeurs qui guideront LIDER dans son action de manière intangible pour permettre aux Ivoiriens de transformer la Côte d'Ivoire.

C'est une révolution des idées que propose LIDER, et un renversement de la conception du développement que l'on analyse habituellement à travers le rôle de l'Etat, alors que le libéralisme prôné par LIDER propose un Etat maîtrisé dont les animateurs seront des serviteurs et non des maîtres, parce que LIDER place les populations au centre du développement,

parce qu'elles sont ensemble le véritable souverain, ainsi que la Constitution du pays le consacre.

L'histoire politique, et de façon plus générale, l'histoire du développement sont là pour donner courage dans cette lutte pour la défense des règles de la liberté et du progrès.

Pour s'orienter, les Ivoiriens ont besoin d'un but commun qui crée l'harmonie au-delà de l'émiettement social et du tribalisme qui déchire le tissu social. LIDER propose de bâtir ensemble, avec tous les Ivoiriens, sur le socle de la liberté et de la démocratie pour dénouer les divisions. LIDER est viscéralement attaché à la liberté, tout en étant partisan de la République et de la Démocratie. Au lieu de diviser pour régner, LIDER entend réunir les Ivoiriens pour la réussite de chacun et de la Côte d'Ivoire, tout simplement.

S'inscrivant dans une logique panafricaine, LIDER est par ailleurs prêt à s'allier à toutes les forces du continent qui partagent ses idéaux de liberté et de démocratie, ses valeurs d'humanisme et de leadership, et ses principes de droit à la propriété privée, à la libre entreprise et au libre marché.

**[www.lider-ci.org](http://www.lider-ci.org)**

**Un engagement responsable au  
service du progrès social**

**Rue D 07 des Jardins de la Riviera Golf  
Cocody, Abidjan  
Côte d'Ivoire  
20 BP. 643 Abidjan 20**

**Téléphone : +(225) 22 43 67 05  
Fax : +(225) 22 43 67 07  
Mail : [info@lider-ci.org](mailto:info@lider-ci.org)**